

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19859 - 76ÈME ANNÉE

L'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie pas exclue par la France

La publication dans la presse d'un sondage commandé par le gouvernement où 66 % des personnes interrogées sont favorables à l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie, et l'annonce par l'AFP d'un travail mené par Paris sur un accord d'association entre la France et le futur État indépendant donnent le ton des rencontres entre le Premier ministre et les différentes forces politiques de l'archipel qui ont commencé hier.

66 % des Français sont majoritairement favorables à l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie, c'est ce qui ressort d'un sondage effectué par le ministère des Outremer dont « Le Figaro » s'est procuré les résultats.

Le gouvernement français accueille en effet cette semaine les différentes forces politiques de l'archipel pour discuter de l'avenir de la Kanaky Nouvelle-Calédonie, où un troisième référendum d'autodétermination est prévu d'ici octobre 2022. Le gouvernement voulait ainsi sonder l'opinion publique française sur cette question. Mais les résultats de ce sondage sont parus dans la presse, ce qui a provoqué la colère d'un sénateur, opposé au retour de la Kanaky Nouvelle-Calédonie à l'indépendance. Dénommé Pierre Frogier, il a donné la raison de son départ brutal des négociations dans « les Nouvelles calédoniennes » :

« Comment interpréter la publication de ce sondage dans un grand quotidien national à la veille de nos rencontres ? Comme la réponse que vous avez décidé d'infliger à ceux de nos compatriotes qui portent en eux l'amour de la France ? Comme un

message de bienveillance à l'égard des indépendantistes de façon à baliser leurs réponses sur les conséquences du Oui ? Comme une volonté de nous humilier afin que nous arrivions face à vous en position de soumission ? »

Cette politique de la chaise vide traduit-elle la frustration d'un camp qui sent que le contrôle de la situation lui échappe ?

« Accord d'association »

Rappelons que lors des deux premiers votes de ce type, la participation avait été au rendez-vous avec notamment plus de 80 % de votants au second référendum, avec une progression constante des partisans du retour de la Kanaky Nouvelle-Calédonie à l'indépendance : 43 % en 2018, 47 % en 2019. De plus, les dernières élections territoriales ont permis à un membre du FLNKS de devenir président du Congrès du territoire, grâce à la construction d'une majorité océanienne réunissant les indépendantistes et le parti Eveil océanien, défenseur des intérêts des ressortissants de Wallis et Futuna.

La logique veut que la France envisage donc le scénario de l'indépendance. C'est ce qu'indique une dépêche de l'AFP publiée voici deux jours, extrait :

« Face à l'éventualité croissante d'une victoire du oui au référendum sur l'indépendance en Nouvelle-Calédonie, territoire français du Pacifique Sud, le gouvernement français n'exclut pas un « accord d'association », selon un document qui dé-

taille les conséquences du oui et du non.

Ce document de 46 pages, auquel l'AFP a eu accès, a été transmis mi-mai à dix dirigeants de Nouvelle-Calédonie dans la perspective des discussions sur l'avenir politique de l'archipel qui vont se tenir à Paris du 26 mai au 3 juin.

L'État y indique qu'en cas d'accession à la pleine souveraineté, la Nouvelle-Calédonie perdra le bénéfice « de l'ensemble des traités internationaux conclus par la France ».

Toutefois, le nouvel État « pourra, ou non, conclure un accord d'association avec un autre État, dont la France ». Les indépendantistes kanak du FLNKS prônent une « indépendance avec partenariat » ou « avec des interdépendances négociées ».

Quel avenir pour l'axe Indo-Pacifique ?

En ce début de 21^e siècle, la France est au pied du mur. Jusqu'à présent, la décolonisation des territoires conquis par ce pays se sont rarement passées dans la sérénité. Il suffit de constater que la plupart des anciennes colonies françaises sont ravagées par la pauvreté et les inégalités.

Grâce aux efforts de toutes les parties, une perspective de sortie du statu-quo a été décidée. Pour le gouvernement français, l'indépendance est donc une éventualité à ne pas exclure. D'où la volonté de prendre les devants pour rester dans la course si les citoyens de Kanaky Nouvelle-Calédonie choisissent l'indépendance. La France mise sur un

« Axe indo-pacifique » pour tenter de bloquer le développement de la Chine dans les océans Indien et Pacifique, elle a donc tout intérêt à prévoir de bonnes relations avec le futur gouvernement de la Nouvelle-Calédonie indépendante, qui n'aura aucun compte à rendre à Paris.

M.M.

Pénurie mondiale de semi-conducteurs : conséquence de la poursuite de la guerre économique contre la Chine

Tom Fowdy est un analyste britannique en politique et relations internationales, diplômé des universités de Durham et d'Oxford. Il écrit sur des sujets relatifs à la Chine, la Corée du Nord, le Royaume-Uni et les États-Unis.

En 2019, l'administration Trump a déclenché sa « guerre technologique » contre la Chine, dans le but de bloquer le développement de la Chine dans les secteurs de la haute technologie en empêchant les entreprises ciblées de se procurer des composants fabriqués aux États-Unis.

Au fur et à mesure que la Maison Blanche a renforcé son hostilité envers Beijing, elle a intensifié ses mesures. La cible la plus notable a été l'entreprise de télécommunications chinoise Huawei, qui a été placée pour la première fois sur la « Liste des entités » du département du Commerce, ce qui l'a placée sous contrôle des exportations. Plus tard, elle a également été soumise à la « règle du produit direct étranger », qui interdit unilatéralement aux entreprises étrangères qui utilisent des brevets américains dans leur propre production de semi-conducteurs d'approvisionner l'entreprise. Même si le président Joe Biden a depuis pris ses fonctions, il n'a pas encore annulé ces décisions. Au lieu de cela, il a poursuivi une politique de « l'Amérique d'abord » en ce qui concerne les semi-conducteurs, dans le but de consolider le monopole américain dans ce secteur et de contrôler les « technologies du futur. »

Quelles ont été les conséquences de ces décisions ? En réalité, elles ont eu des effets négatifs pour les États-Unis et le monde en général.

La politisation agressive du secteur des semi-conducteurs à l'encontre de la deuxième plus grande économie du monde perturbe la chaîne d'approvisionnement mondiale, inversant la mondialisation et créant un effet de « localisation. »

La Chine a massivement augmenté ses investissements dans ses capacités en matière de semi-conducteurs à l'échelle de toute la société, tandis que les États-Unis ont créé des risques politiques pour les entreprises technologiques qui dépendent de leurs approvisionnements. Au niveau organisationnel, les entreprises ont acheté en gros des équipements de fabrication de semi-conducteurs et de lithographie aux Pays-Bas, au Japon et en Corée du Sud, ainsi que des semi-conducteurs en panique pour se prémunir contre d'éventuelles restrictions futures. Les entreprises ont perdu confiance dans les fournisseurs traditionnels.

Cette incertitude a créé une pénurie mondiale de semi-conducteurs, ce qui entraîne des risques pour l'économie mondiale. Cette pénurie a causé des retards dans la fabrication et la fourniture de biens de consommation électroniques et d'automobiles, ce qui a contraint de nombreuses usines dans le monde à reporter la production et à licencier des travailleurs. Par exemple, l'usine Nissan de Sunderland, au Royaume-Uni, a dû ralentir sa production pendant trois semaines en raison d'un manque de semi-conducteurs. Une autre conséquence a été la croissance de l'inflation, qui a sans aucun doute contribué à la hausse inattendue de l'indice des prix à la consommation aux États-Unis, ce qui a secoué les marchés mondiaux la semaine dernière.

Ces résultats négatifs montrent que l'armement des chaînes d'approvisionnement en technologie contre la Chine n'améliorera pas la situation des États-Unis. Les chaînes d'approvisionnement localisées sont plus coûteuses et feront perdre aux États-Unis des parts de marché considérables à mesure que Beijing développera sa propre industrie.

En Chine, les investissements publics dans le secteur se sont déjà élevés à 150 milliards de dollars, tandis que les investissements prévus pour la période du 14e Plan quinquennal (2021-2025) s'élèvent à 1000 milliards de dollars. Bien que cela soit considéré comme une nécessité politique, rares sont ceux qui contestent le fait qu'une industrie mondiale ouverte reste préférentielle. Les grandes entreprises étrangères de semi-conducteurs cherchent toujours à être compétitives sur le marché chinois des semi-conducteurs en raison de la croissance de son économie et de l'augmentation de la demande, ce qui montre les dangers d'un bouleversement de ce marché.

Dans ce cas, il convient de noter qu'une chose est certaine en ce qui concerne la politique américaine actuelle : la militarisation des semi-conducteurs crée une situation « perdant-perdant », divisant une industrie mondiale en sphères localisées, créant un marché fracturé et augmentant les prix. Cela dit, elle ne bloquera pas pour autant les avancées technologiques de la Chine.

Pour toutes les parties concernées, il s'agit d'une voie coûteuse et imprévisible dont les effets se répercutent jusqu'au consommateur ordinaire.

Edito

Une croissance durable pour créer des emplois de qualité

Une croissance économique soutenue et partagée peut entraîner des progrès, créer des emplois décents pour tous et améliorer le niveau de vie.

La COVID-19 a bouleversé des milliards de vies et mis l'économie mondiale en péril. En effet, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une récession aussi grave ou pire encore que celle de 2009. Alors que les pertes d'emploi s'intensifient, l'Organisation internationale du Travail estime que près de la moitié de la main-d'œuvre mondiale risque de perdre ses moyens de subsistances.

Même avant l'apparition de la COVID-19, un pays sur cinq, où vivent des milliards de personnes dans la pauvreté, était susceptible de voir le revenu par habitant stagner ou baisser en 2020. Aujourd'hui, les ravages économiques et financiers provoqués par la pandémie de COVID-19, tels que les perturbations de la production industrielle, la chute des prix des produits de base, la volatilité des marchés financiers et l'insécurité croissante, compromettent la croissance économique déjà faible et aggravent les risques accrus liés à d'autres facteurs.

Pour fournir aux jeunes la meilleure possibilité de transition vers un travail décent, il est impératif d'investir dans l'éducation et la formation de la meilleure qualité possible, de fournir aux jeunes les compétences correspondant aux besoins du marché du travail, de leur donner l'accès à la protection sociale et aux services de base quel que soit leur type de contrat, et d'instaurer des conditions d'égalité de sorte que tous les jeunes intéressés puissent obtenir un emploi productif indépendamment de leur sexe, de leur niveau de revenu ou de leur origine so-

cio-économique. Les gouvernements peuvent s'employer à construire des économies dynamiques, durables, innovantes et axées sur les personnes, en facilitant l'emploi des jeunes et l'autonomisation économique des femmes, en particulier, ainsi qu'un travail décent pour tous. Les autorités et les collectivités locales peuvent réaménager et planifier leurs villes et leurs établissements humains de manière à promouvoir la cohésion sociale et la sécurité physique, ainsi qu'à stimuler l'innovation et l'emploi.

La Région est compétente en matière d'économie et de développement. Le locataire actuel de la présidence a démontré depuis 10 ans son incapacité à mener l'économie de notre Pays. Il est vrai qu'il est spécialiste en saupoudrage et en achat de consciences, voir en délit d'initié. Il nous faut en période de crise économique aigue, bien plus que du saupoudrage. La nouvelle mandature doit rattraper 10 ans d'inertie et relancer l'économie de notre Pays en l'orientant vers une économie créatrice d'emploi local et durable respectueuse de notre environnement. C'est pourquoi il est si important de réunir en début de mandat la conférence territoriale élargie qui définira un nouveau pacte de développement et de sortie de crise par le haut.

Qu'est-ce que l'emploi plus noble ou plus précieux pour l'état, que celui de l'homme qui instruit la génération montante ? Cicéron
Nou artrouv'

David Gauvin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Mé apré tou néna la lite kant mèm

Mézami, dann zoinal yèr mwin la anparl in poinnvizé in léktèr zoinal Témoignages dsi dori : In poinnvizé drolman inportan épi galman intéressan pars li aporte dolo dann moulin toute sak i milite pou lotonomi alimantèr.

Nout zoinal Témoignages la fine ésplike pou kossa lotonomi-la lé possib, é lé mèm obligatoire si ni vé vive dann la sékirité alimantèr prinsipalman avèk noute bande prodiksyon nou néna é sète ni pé avoir. Mé néna in kozman li la fé, mi panss i mérite ni rofléshi in bon kou. D'apré noute léktèr lo gouvèrnman La franss sré kont nout lotonomi alimantèr, pars lé possib, ni gingn lo gou lotonomi é ni vé pass dopi lotonomi alimantèr ziska l'otonomi politik.

Ni pé fé in rofléksyon : nou lé dann la réjyonalizassion. Ni pé d'mandé si la réjyonalizassion i pé pèrmète anou fé in plan pou trape lotonomi alimantèr. Mi koné d'moun i panss ke oui. Pou mon par san alé rode pli loin mi diré lé possib néna déssèrtènn konpétanss i fo nou néna é la réjyonalizaasion i done pa nou pou linstan. Kèstyon : lé possib anou-ré zyonalizé – fé in vré plan dsi plizyèr zané pou trape noute lotonomi alimantèr sansa lé pa possib ?

Konéssan l'éta konm li lé, konéssan lo néokolonyalism konm li fonksyone, i étonéré pa mwin néna pyèz dsi noute shomin pou trape lotonomi alimantèr. A moïnss ké ni pass par shomin léspérimantasyon é sa sé in shomin i pé z'ète rouvèr pou nou... Mi panss in pé lé riskab di, pou kossa ni rokilré dovan lobstak ? Sinploman mi oi koman l'apré kass noute lotonomi dann lénèrzi é mi di an moin mèm lo réjime ni viv dodan i vé pa oir anou ranfors a nou, é li souètré mèm afébli anou ankor pliss dsi lo poinnvizé noute fors prodiksyon.

Mé apré tou néna la lite lo pèp rényoné é si ni lite pou vréman, akoz pa lo sikssé o bouté.

Justin